

**« On peut veiller à la santé des gens tout en garantissant les libertés »**

**Dimanche 22 Novembre 2020 à Lyon se tenait un rassemblement pour la liberté de culte et du commerce. Bien que la santé physique des gens soit une priorité incontestable, les manifestants critiquent ouvertement le gouvernement quant à son aveuglement face à la dégradation de la santé mentale française.**

Depuis le début de l'épidémie, le taux de suicide en France n'a jamais été aussi élevé, pour atteindre selon une estimation de l'IFOP et de l'institut Jean-Jaurès un triste taux de 20%. "Tous les médecins vous le diront... La moitié de leurs consultations sont des dépressifs" clamait l'interrogé, une estimation qui n'est pas sans affirmer la situation actuelle. La fermeture des lieux de cultes et de petits commerces (restaurants, bars, librairie etc.) serait en partie due à cette recrudescence du mal-être général dans la société française.

*"Pour beaucoup de français... Le professionnel c'est une question de survie !"* nous racontait-il, et cela se vérifie d'autant plus avec les statistiques. Selon une enquête de l'**Echommerc**, près de 12 000 entreprises auraient fait faillite entre les mois de mars et de juin. Plusieurs entreprises en difficulté ne maintiennent la tête hors de l'eau que grâce aux aides de l'État (bien que certaines d'entre elles n'en aient toujours pas reçues). Elles ont actuellement le choix entre accroître leur

dette, sans avoir la certitude que leur commerce redevienne rentable, ou admettre la faillite. Ce deuxième confinement n'aura que pour effet d'achever ce que le premier avait commencé.

Cependant, s'il est problématique de sacrifier l'économie au profit de l'individu, l'inverse pose tout autant question. Les restrictions de la liberté de culte et du commerce sont contestables, mais elles servent avant tout à préserver la santé physique de tout un chacun. Il s'agit de diminuer les déplacements de la population afin de limiter *in fine* la propagation du virus.

L'efficacité du confinement a été démontrée au printemps dernier, et bien qu'il s'avère être une solution drastique, il n'en reste pas moins une solution nécessaire lorsque l'on constate la dangereuse recrudescence du nombre d'infectés depuis cet été. Mais face à un mal-être croissant de la population et l'accroissement de la dette publique, la frontière entre "l'essentiel" et le "non-essentiel" devient de plus en plus floue.